



## ACADÉMIE DE POITIERS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## DEMANDE D'ADMISSION À LA RETRAITE ANNÉE 2024

Règles de gestion  
des comptes individuels retraite (CIR)

Rectorat de l'académie  
de Poitiers -  
Direction des services  
départementaux de  
l'éducation nationale de la Vienne

Direction des ressources  
Humaines

Division des personnels  
d'encadrement, ATSS et des  
retraites - DIPEAR

Bureau DIPEAR 3

Affaire suivie par :  
Fabienne GASTOUE  
Cheffe du bureau DIPEAR 3  
Tél : 05 16 52 63 24  
Courriel :  
[dipear3@ac-poitiers.fr](mailto:dipear3@ac-poitiers.fr)

### Références :

- Code des pensions civiles et militaires de retraite
  - articles L 4, L 24, et L 25 bis ;
  - articles R 37 bis et R 76 bis ; D 1, D16-1 à D16-3 ;
- Article L921-4 du Code de l'Education ;
- Loi n°2014-40 du 20 janvier 2014
- Note de service ministérielle 2018-073 du 25 juin 2018 publiée au BOEN le 5 juillet 2018 fixant le calendrier et les modalités de dépôt des demandes d'admission à la retraite des personnels relevant de la direction de l'encadrement
- Loi n°2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023
- Décret n°2023-435 du 3 juin 2023 : principales mesure d'âge et de durée d'assurance
- Article 26 de la loi n°2023-70 du 14 avril 2023, composé des articles L. 89 bis et L.89 ter
- Décrets d'application n°2023-751 et n°2023-753 du 10 août 2023
- Circulaire du 6 septembre 2023 relative à la gestion de la retraite progressive des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats et à l'organisation des relations entre le Service des retraites de l'Etat et les employeurs partenaires

## AFFICHAGE OBLIGATOIRE

### Destinataires :

#### Pour attribution

Monsieur le directeur général du CNED  
Madame la directrice générale du réseau CANOPÉ  
Madame la directrice générale du CROUS de Poitiers  
Messieurs les Directeurs académiques et Madame la Directrice académique des services de l'Éducation Nationale, Directrice et Directeurs des services départementaux de l'Éducation nationale, Mesdames et Messieurs les chefs d'établissements publics locaux d'enseignement  
Mesdames et Messieurs les directeurs de CIO  
Mesdames et Messieurs les chefs de division du Rectorat

Rectorat de Poitiers  
Adresse postale  
22 rue Guillaume VII le Troubadour  
CS 40625  
86022 Poitiers cedex  
Adresse des bureaux

Date : 15/09/2023

### Sommaire :

- Objet de la circulaire
- Personnels concernés
- Informations sur la réforme des retraites et sur le dispositif de retraite progressive
- Le CIR - le site de l'espace numérique sécurisé des agents publics (ENSAP)
- Règles de gestion des CIR
- Calcul du montant estimatif de la retraite
- Échéancier des opérations
- Cumul emploi-retraite
- Transmission des fiches de radiation des cadres

## **I - Objet de la circulaire :**

La présente note a pour objet de présenter :

- le calendrier et les modalités d'instruction des demandes de départ à la retraite des personnels de l'éducation nationale de l'académie,
- les modalités de mise à jour des comptes individuels de retraite (CIR).

En effet, la réforme de la gestion des pensions des fonctionnaires civils de l'État prévoit l'instruction des demandes de pension par le service des retraites de l'État (SRE) et l'utilisation d'applications nouvelles (ENSAP et TOSCA).

Elle s'applique dans l'académie de Poitiers à toutes les demandes de départ à la retraite au cours de l'année civile 2024, **à l'exception toutefois des demandes de pension de réversion, de retraite pour invalidité ou pour conjoint invalide** qui relèvent d'une autre procédure.

Dans ces cas particuliers, je vous invite à vous faire accompagner par le bureau des pensions du rectorat de l'académie de Poitiers en écrivant à l'adresse suivante : [dipear3@ac-poitiers.fr](mailto:dipear3@ac-poitiers.fr)

## **II - Personnels concernés :**

**La présente circulaire concerne tous les fonctionnaires titulaires qui souhaitent cesser leur activité au cours de l'année 2024**, qu'ils soient :

- enseignants du premier degré,
- enseignants du second degré,
- personnels d'orientation, d'éducation, administratifs, techniques, ouvriers et de service (y compris les personnels ouvriers et de service détachés), sociaux et de santé.
- personnels d'encadrement.

## **III – Informations sur la réforme des retraites publication de la loi n°2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023**

**- décret n°2023-435 du 3 juin 2023 : principales mesure d'âge et de durée d'assurance**

### **Pour les personnels de catégorie sédentaire :**

le relèvement de l'âge légal d'ouverture des droits sera augmenté de 2 ans, à raison de 3 mois par génération (année de naissance) pour les assurés nés à compter du 1er septembre 1961 pour atteindre 64 ans (contre 62 ans actuellement) pour les assurés nés à compter du 1er janvier 1968

génération 61 nés à compter du 1er septembre 61 : 62 ans et 3 mois - 169 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 62 : 62 ans et 6 mois - 169 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 63 : 62 ans et 9 mois - 170 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 64 : 63 ans - 171 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 65 : 63 ans et 3 mois - 172 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 66 : 63 ans et 6 mois - 172 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 67 : 63 ans et 9 mois - 172 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 68 et après : 64 ans - 172 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein



**Pour les personnels de catégorie active : ils bénéficieraient toujours d'un âge de départ abaissé de 5 ans par rapport à celui des sédentaires**

le relèvement de l'âge légal d'ouverture des droits sera augmenté de 2 ans, à raison de 3 mois par génération (année de naissance) pour les assurés nés à compter du 1er septembre 1966 pour atteindre 59 ans (contre 57 ans actuellement) pour les assurés nés à compter du 1er janvier 1973

génération 66 nés à compter du 1er septembre 66 : 57 ans et 3 mois - 169 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 67 : 57 ans et 6 mois - 169 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 68 : 57 ans et 9 mois - 170 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 69 : 58 ans - 171 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 70 : 58 ans et 3 mois - 172 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 71 : 58 ans et 6 mois - 172 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 72 : 58 ans et 9 mois - 172 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

génération 73 et après : 59 ans - 172 trimestres cotisés pour une retraite à taux plein

Les agents ont la possibilité de se rendre sur le site "Info Retraite" pour déterminer si les mesures proposées les concernent <https://suisjeconcerne.info-retraite.fr/>

Les éléments définitifs de la réforme seront publiés sur le [site retraitesdeletat.gouv.fr](https://retraitesdeletat.gouv.fr) dès qu'ils seront connus.

**Concernant le dispositif de retraite progressive dans la fonction publique** vous trouverez joint en annexe la circulaire en date du 6 septembre 2023 relative à la gestion de la retraite progressive des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats et à l'organisation des relations entre le Service des retraites de l'Etat et les employeurs partenaires ainsi qu'une FAQ de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP).

**Les points importants :**

**- La condition d'âge**

L'agent doit avoir atteint un âge « plancher » égal à son âge d'ouverture des droits (AOD) diminué de deux années, soit 62 ans, à l'issue de la montée en charge de la réforme.

Compte tenu du relèvement progressif de cet âge à compter du 1er septembre 2023, cet âge « plancher » sera progressivement relevé d'un trimestre par génération, suivant la même trajectoire que l'âge d'ouverture des droits des fonctionnaires sédentaires. La retraite progressive est ainsi ouverte selon la montée en charge suivante :

Génération	Au plus tôt à compter de	A l'âge de	Âge d'ouverture des droits après réforme
1961 (né(e) avant le 31/08)	01/09/2023	Age déjà atteint au 01/09/2023 (1)	62 ans
1961 (né(e) après le 31/08)	01/09/2023		62 ans et 3 mois
1962	01/09/2023		62 ans et 6 mois
1963	01/10/2023	60 ans et 9 mois	62 ans et 9 mois
1964	01/01/2025	61 ans	63 ans
1965	01/04/2026	61 ans et 3 mois	63 ans et 3 mois
1966	01/07/2027	61 ans et 6 mois	63 ans et 6 mois
1967	01/10/2028	61 ans et 9 mois	63 ans et 9 mois
1968	01/01/2030	62 ans	64 ans
1 : les fonctionnaires nés jusqu'au 31/12/1962 inclus ont nécessairement atteint l'âge requis au 1 <sup>er</sup> septembre 2023 et peuvent prétendre à la retraite progressive dès le 1 <sup>er</sup> septembre 2023			

De fait, les générations nées jusqu'au 31 décembre 1962 inclus remplissent la condition d'âge dès l'entrée en vigueur du dispositif au 1<sup>er</sup> septembre 2023.

Cette condition d'âge pour accéder à la retraite progressive concerne l'ensemble des agents, sans adaptation selon qu'ils soient sédentaires, actifs ou super-actifs. S'agissant de ces deux dernières catégories de fonctionnaires, ils doivent donc avoir atteint les mêmes conditions d'âge que les sédentaires, c'est-à-dire l'AOD de droit commun -2 ans de leur génération et non leur âge anticipé ou minoré de départ -2 ans.

**- une condition de durée d'assurance (tous régimes confondus) : 150 trimestres**

Les conditions d'éligibilité (âge et durée d'assurance) peuvent être vérifiées au préalable sur les sites info-retraite.fr ou ensap.fr

**- être à temps partiel le jour de la date d'effet de la retraite progressive avec une quotité comprise entre 50 % et 90 % ; si l'agent n'exerce pas à temps partiel, il devra prendre l'attache de son bureau de gestion RH afin d'en faire la demande.**

L'employeur n'est pas tenu d'accorder le temps partiel demandé par l'agent au motif que celui-ci remplit les conditions d'âge et de durée d'assurance pour bénéficier de la retraite progressive : il conserve son pouvoir d'appréciation en matière d'autorisation du temps partiel compte tenu des nécessités de service. Il rend sa décision dans les conditions de droit commun qui régissent les rapports entre l'administration et ses agents : le silence conservé pendant deux mois vaut rejet de la demande.

Pour faciliter le traitement de sa demande, l'agent adresse sa demande de retraite progressive de préférence via son compte ENSAP (<https://ensap.gouv.fr/>) – **l'ouverture du service devrait être effectif début du mois d'octobre 2023**

Compte tenu des délais d'instruction par le service des retraites de l'Etat, l'agent adresse sa demande de retraite progressive **6 mois avant sa date d'effet**.

**Important : la mise en paiement des premières pensions partielles interviendra à compter d'avril 2024 avec effet rétroactif selon la date d'effet de la pension.**

La retraite progressive peut être suspendue tant que l'agent ne justifie plus remplir les conditions nécessaires (période de formation au cours de laquelle l'agent exerce à temps plein, etc.).

Le dispositif n'est mobilisable qu'une seule fois : le retour au temps plein ou la liquidation de la pension complète mettent fin définitivement au bénéfice du dispositif.

#### **IV- Le CIR et l'ENSAP :**

Conformément aux dispositions de l'article R.65 du code des pensions civiles et militaires de retraite, chaque fonctionnaire dispose d'un CIR, reflet de sa carrière, à partir duquel sera liquidée et concédée sa pension.

Chaque fonctionnaire, après s'être inscrit, peut consulter son CIR sur l'espace numérique sécurisé des agents publics (ENSAP). Le portail de l'ENSAP est accessible depuis n'importe quel ordinateur, tablette ou smartphone à l'adresse suivante : <https://ensap.gouv.fr/>

L'ENSAP est un espace privé et sécurisé, destiné aux agents de la fonction publique d'État, qui offre des services personnalisés relatifs à la rémunération et à la retraite des fonctionnaires de l'État.

Dans l'espace « **Ma retraite** » les fonctionnaires en activité peuvent:

- consulter leur CIR ;
- accéder au simulateur de retraite à partir de l'âge de 45 ans ;
- demander la modification du compte en ligne à partir de l'âge de 55 ans ;
- **demandeur le départ à la retraite et suivre l'avancement de leur demande.**

#### **V - Règles de gestion des CIR :**

Cet outil entraîne une modification des rapports entre les agents et les services responsables de la gestion de leur CIR en fonction de leur âge.

**Avant 55 ans**, les fonctionnaires sont invités à répondre à toutes les demandes de communication de pièces justificatives émanant de leur service gestionnaire (**Rectorat ou DSDEN**) afin que celui-ci puisse compléter leur CIR. Ils pourront ainsi vérifier la complétude de leur CIR sur le site de l'ENSAP et demander à leur employeur toute correction éventuelle.

**A partir de leur 55<sup>ème</sup> anniversaire**, les fonctionnaires sont invités à vérifier régulièrement leur CIR sur le site de l'ENSAP.

**S'ils constatent une anomalie**, il leur appartient de prendre l'attache du **SRE** et de demander une correction en ligne sur le site de l'ENSAP. Le SRE examinera la recevabilité de la demande et procédera aux rectifications nécessaires sur présentation de justificatifs.

#### **VI - Calcul du montant estimatif de la retraite :**

**Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020**, le bureau des pensions du Rectorat n'est plus compétent pour estimer le montant des droits à pension.

**Le service des retraites de l'État devient l'interlocuteur unique des agents pour toute projection et estimation des futurs droits à pension.**

**Pour obtenir le montant estimatif de leur pension (et éventuellement pour toute question relative à leur future pension), les personnels doivent :**

- Soit faire une simulation en ligne via le site de l'ENSAP
- Soit contacter le SRE pour obtenir une simulation accompagnée par un conseiller du SRE notamment pour les situations les plus complexes telles que :
  - les départs anticipés au titre des carrières longues,
  - les départs anticipés pour les bénéficiaires de la catégorie active (instituteurs pendant 15 ans),
  - les départs anticipés comme parent de trois enfants,
  - les départs anticipés comme fonctionnaire handicapé.

par formulaire électronique : <https://retraitesdeletat.gouv.fr/actif/formuels?formuel-id=actif>  
ou

par téléphone au **02 40 08 87 65**



## VII - Échéancier des opérations:

Date de la demande par l'agent	Date d'effet de la retraite	Type de demande	Document(s) à fournir
Entre 8 et 12 mois avant la date de départ souhaitée	Le lendemain du dernier jour d'activité	Uniquement en ligne sur le site de l'ENSAP	Documents demandés sur le site de l'ENSAP lors de la saisie de la demande

Il est demandé aux personnels de solliciter leur départ à la retraite **au moins 12 mois** à l'avance.

Conformément à la note de service ministérielle du 25 juin 2018 relative au départ à la retraite des personnels d'encadrement et dans le respect des dispositions prévues par la réglementation relative aux retraites des fonctionnaires, **j'insiste sur l'opportunité pour les personnels d'encadrement autres que les D.A.S.E.N. de cesser leur activité professionnelle à la fin de l'année scolaire, au plus tard le 31 août, comme le préconise la DGRH et faire leur demande d'admission à la retraite au plus tard le 31 octobre 2023.**

En effet, les départs à la retraite postérieurs compliquent le remplacement par un titulaire, et, quand ils ne l'empêchent pas, posent le problème de la disponibilité du logement de fonction et ne permettent pas d'indemniser le successeur nommé en surnombre.

**Les personnels enseignant du 1<sup>er</sup> degré (instituteurs et professeurs des écoles) qui remplissent en cours d'année scolaire les conditions requises pour être admis à la retraite n'ont plus l'obligation d'être maintenus en fonction jusqu'à la fin de l'année scolaire. Ils pourront partir à leur date d'ouverture de droits comme les enseignants du second degré. Cette mesure prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 (le IV de l'article 10 de la loi n°2023-270 du 14 avril 2023 abroge l'article L.921-4 du code de l'éducation).**

### **Modalités pratiques de la saisie en ligne :**

- Concernant **vos** **carrière dans la fonction publique**, vous devez effectuer votre demande sur le **site de l'ENSAP** : <https://ensap.gouv.fr/web/> - la **retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP)** est prise en compte lorsque vous faites votre demande de retraite sur l'ENSAP, il n'y a pas d'autre démarche à effectuer
- Concernant **vos** **carrière dans le secteur privé**, vous devez effectuer votre demande sur le **site INFO-RETRAITE** : <https://www.info-retraite.fr/portail-info/sites/PortailInformationel/home/mes-droits-a-la-retraite/age-et-montant-de-ma-retraite/depart-a-la-retraite/demande-de-retraite.html>

Ces démarches sont valables au titre des régimes de retraite, de base et complémentaire (CARSAT, MSA, IRCANTEC, ARCCO...)

Avant toute demande d'admission à la retraite, il convient de vérifier sa situation de carrière sur l'ENSAP et de s'assurer de la validité des données qui y sont inscrites.

**Cette vérification faite, il convient également de bien préparer la saisie, avant de se connecter sur le site de l'ENSAP ([www.ensap.gouv.fr](http://www.ensap.gouv.fr)) qui ne permet pas une connexion de plus de 30 minutes.**

Les étapes de cette saisie sont les suivantes :

1. Valider **des coordonnées de contact**, déclarer la cessation de **toute activité rémunérée** à la date de mise en paiement de la pension, certifier les informations relatives aux **enfants** et valider **le CIR**.
2. Saisir le **grade de départ** et préciser **les coordonnées postales**.
3. Renseigner les dates souhaitées de **départ** et de **mise en paiement** de la pension et de la retraite additionnelle. C'est également à cette étape que l'on précise **le type de départ** souhaité (départ au titre du cas général ou départ anticipé).
4. Joindre les **pièces justificatives** nécessaires.
5. Un **récapitulatif** des éléments saisis est présenté à l'écran afin de faciliter le contrôle de la demande. Un retour en arrière aux étapes précédentes est encore possible.
6. La demande doit être **finalisée** à cette dernière étape.
7. Une fois la demande validée, le demandeur reçoit un **courriel d'accusé de réception** récapitulant les éléments de la demande.
8. **IMPORTANT** : un **formulaire de demande de radiation des cadres** est joint à ce courriel. Il doit être imprimé, visé et signé par le demandeur et transmis à son supérieur hiérarchique pour signature et transmission par ce dernier au bureau des pensions du rectorat qui instruira la demande de retraite, en association avec le SRE (cf VIII infra)

#### **VIII – Cumul emploi-retraite :**

Dans le cadre du cumul emploi-retraite, la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites comporte des dispositions sur le cumul d'une pension avec une rémunération d'activité qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015, selon la nature de l'activité exercée et la nature de la pension perçue, le cumul est autorisé, limité partiellement ou totalement (pension écartée voire suspendue), le plafond de cumul est fixé au tiers du montant de la pension.

La loi n°2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2023 stipule que désormais il y a création de nouveaux droits à pension sous conditions.

Un pensionné qui satisfait les conditions d'un cumul intégral peut donc faire valoir de nouveaux droits à pension au regard de services accomplis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 dans le cadre d'une reprise d'activité et ainsi demander la liquidation d'une nouvelle pension (seconde pension) tenant compte desdits services (article 26 de la loi n°2023-270 du 14 avril 2023).

La reprise d'activité, lorsqu'elle a lieu chez le dernier employeur, doit intervenir au plus tôt 6 mois après la date d'entrée en jouissance de la pension, sinon il n'y aura pas d'ouverture de nouveaux droits. Ce délai de carence n'est pas applicable aux assurés ayant liquidé leur pension de retraite au plus tard six mois après le lendemain de la publication de la loi.

Dans le périmètre fonction publique l'acquisition de nouveaux droits nécessite une (nouvelle) titularisation.

#### **Très important :**

Afin d'assurer au mieux leur suivi médical, les agents qui partent à la retraite et estiment **qu'ils sont susceptibles d'avoir été exposés aux particules d'amiante** au cours de leur carrière professionnelle, que ce soit avant et/ou depuis leur entrée à l'éducation nationale, sont invités à renseigner le questionnaire d'évaluation relatif à l'exposition à l'amiante disponible sur le portail intranet académique à la rubrique « **Carrière et emplois / Retraite / Liens utiles / Exposition possible à l'amiante au cours de votre activité professionnelle** ».

Une fois renseigné ce questionnaire sera mis sous enveloppe et transmis au secrétariat des affaires médicales du rectorat par voie hiérarchique.

### **IX - Transmission des fiches de demande de radiation des cadres :**

Je vous prie de bien vouloir suivre la démarche indiquée dans le tableau ci-dessous pour le visa et la transmission des fiches de demande de radiation des cadres issues de la saisie en ligne.

Catégorie de personnels	Visa hiérarchique	Transmission
Enseignants du 1 <sup>er</sup> degré	L'inspecteur(trice) de circonscription	DSDEN $\Rightarrow$ Rectorat-DIPEAR3
Enseignants du 2 <sup>nd</sup> degré	Le (la) chef(fe) d'établissement	Rectorat-DIPEAR3
Personnels de direction et d'inspection	Le (la) DASEN et/ou la rectrice	Rectorat-DIPEAR3
Personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service (y compris les personnels ouvriers et de service détachés), sociaux et de santé	Le (la) chef(fe) d'établissement ou le supérieur hiérarchique en services académiques et DSDEN	Rectorat-DIPEAR3

J'appelle votre attention sur l'importance que revêt pour les agents concernés la nécessité de se conformer aux modalités susmentionnées.

Je vous remercie de veiller tout particulièrement **au strict respect des dates** rappelées dans la présente circulaire dès lors que l'instruction des dossiers de demande d'admission à la retraite nécessite des délais importants. Les agents dont les dossiers parviendraient tardivement s'exposent donc à un risque de retard dans le paiement de leur pension.

Bénédicte Robert

Rectrice de l'académie de Poitiers

Pour la rectrice et par délégation,  
Le secrétaire général d'académie,

JEAN-JACQUES VIAL